



Yves MARGUERAT  
géographe

Centre ORSTOM  
de Lomé

LES MIGRATIONS EN AFRIQUE NOIRE  
(campagnes et villes)

29 AOUT 1982

O. R. S. T. O. M. Fonds Documentaire

N° : 03030ex1

Cote B

Phénomène ancien, aujourd'hui massif, appelé à s'accroître : à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, la moitié des Africains vivront en ville.

I - RAPPEL : LES MIGRATIONS ANCIENNES

Pratiquement tous les peuples d'Afrique se sont mis en place par migration, plus ou moins anciennement. Cela reste un point fort de la mémoire collective (cf. exode des Ewé de Notsé), parfois largement mythifié (migration des Baoulé de Côte d'Ivoire, avec la légende de la reine Pokou). Très rares ont été les déplacements en groupe constitué (peut-être les Guin. puis les

- Quelques jours ou quelques semaines (les potières de Vogon venant vendre leur marchandise à Lomé).
- Une saison, entre deux périodes d'activité agricole (Moba et Gourma sur les plantations du Ghana en saison sèche, commerçants djerma du Niger en Côte d'Ivoire. Toucouleurs de la vallée du Sénégal vers Dakar)

- Quelques années, le temps d'acquérir l'argent souhaité (par exemple pour payer une dot). Cas très général des Voltaïques en Côte d'Ivoire (750 000 en 1975), de la main-d'oeuvre des plantations industrielles du Sud-Cameroun. Le migrant ne cherche pas à s'intégrer dans son nouveau milieu, mais rapporte chez lui certaines formes de modernisation.
- Toute la vie active, que ce soit dans les campagnes (régions de plantation) ou dans les villes : cas de tous ceux à qui l'école permet de devenir fonctionnaires, salariés du commerce ou de l'industrie. On s'installe en ville, le mieux possible ; on construit néanmoins une maison "au village" pour ses vieux jours et pour le prestige.
- Définitivement. Rares sont les migrants qui n'envisagent pas de revenir chez eux pour leurs vieux jours (sondage sur les citadins du Ghana en 1963 : "accepteriez-vous de mourir et d'être enterré en ville ?" oui ; 8 %, non : 92 %). Il arrive cependant que les migrants ne puissent pas repartir (cas des réfugiés, par ex. Burundais en Tanzanie) ou ne le veulent plus (au Gabon, les campagnes sont démunies de tout équipement ; les retraités préfèrent rester à Libreville).

Distinction difficile entre ces deux dernières catégories : où classer les grandes migrations de peuplement ? : mise en valeur du Sud-Ouest ivoirien par des planteurs baoulé, malinké ou voltaïques ; afflux de migrants éwé et kabyè sur le plateau akposso et le Litimé, attirés par les plantations de café et de cacao (un tiers de gens du Nord sur le plateau de Dayes).

B/ SELON LA DESTINATION ET LE MODE

boule de neige : les migrants comprennent vite l'intérêt du passage d'une agriculture intensive (qui nourrit seulement) à une agriculture extensive (qui rapporte). Transfert progressif d'environ 1/10 des Togolais, surtout entre 1935 et 1955, mais le mouvement se poursuit (préfecture de Sotouboua en 1970 : 60 000 ruraux, en 1981 : 120 000, donc 40 000 immigrants, maintenant spontanés).

Encadrement par une confrérie religieuse ; mise en valeur du Centre du Sénégal par des migrants sérère ou wolof poussé par les marabouts mourides qui exaltent les vertus sanctificatrices du travail.

Auto-organisation des planteurs de cacao au Ghana ; les "compagnies" qui s'associent pour acheter les terres et les partagent ensuite en parcelles d'une largeur proportionnelle à l'apport initial de capitaux, ou bien roulement régulier des Toucouleurs du Sénégal vers la France ; le migrant est pris en charge de bout en bout par des réseaux familiaux ou claniques - l'argent qu'il gagne étant en général lui aussi récupéré par les aînés, vrais maîtres (et bénéficiaires) de la migration des jeunes.

Beaucoup plus spontané : la course à la terre dans le Sud-Ouest ivoirien, où les candidats planteurs affluent, avec peu ou beaucoup de capitaux, et submergent les autochtones (très peu nombreux) qui bradent leur patrimoine foncier.

2. Migrations vers les villes ("exode rural") : jamais planifiées (au contraire, les Etats tentent -en vain- de les freiner).

Elles fonctionnent en général selon le principe de la migration en chaîne : on part rejoindre quelqu'un, déjà installé, qui peut procurer un abri et du travail ; une fois installé, on fait venir une femme, des "petits frères". D'où l'aspect cumulatif : plus il y a de migrants réunis, plus ils en attireront d'autres (un système urbain à pôles multiples, comme le Cameroun, est donc moins attractif).

Il s'agit en général d'une population jeune et masculine, qui représente l'essentiel de la population urbaine : à Douala (1968), 10 % seulement des adultes sont nés sur place ; à Abidjan (1975), 6 % seulement des hommes de 20 à 59 ans sont nés sur place, 43 % dans le reste de la Côte d'Ivoire, 51 % à l'étranger ; à Lomé (1970), beaucoup moins attractive, 29 % de chefs de ménage nés sur place, 31 % dans la Région Maritime, 22 % dans le reste du pays, 18 % à l'étranger (avec de très fortes variations selon les quartiers).

C'est là un mouvement de masse fondamental, appelé à s'amplifier (Lomé s'accroît de 25 000 habitants par an, 10 000 par excédent des naissances sur les décès, 15 000 par immigration ; Abidjan doit s'accroître maintenant de 200 000 habitants par an environ, 60 000 par croît naturel, 140 000 par immigration, d'où des problèmes vertigineux).

### III. - CAUSES DES MIGRATIONS

Très diverses mais classables en deux grandes catégories : "répulsives" (qui forcent à partir), "attractives" (qui incitent à venir).

#### 1. Causes répulsives

Rares en Afrique (ce n'est pas l'Amérique latine). Tout de même la famine des années 1970-72 au Sahel, provoquant le gonflement de Bamako et de Nouakchott.

Un cas de surpeuplement : le Sud-Est togolais (Vo et Lacs) ; sur 1 500 km<sup>2</sup>, il y avait 190 000 ruraux en 1959-60, 215 000 en 1970, 242 000 en 1981. Viennent d'y revenir au moins 50 000 réfugiés du Nigéria (22 000 dans les Lacs, 28 000 à Vo) qui s'ajoutent aux 290 000 ruraux + urbains ; on passe de 200 à 230 habitants par km<sup>2</sup>, d'où la crise du système agraire, car la sur-exploitation des sols (sans engrais, sans jachères) amène l'effondrement des rendements : l'exode (vers le Yoto, vers Lomé, vers le Nigéria...) devient la seule solution.

Il peut y avoir les tensions internes à la société, en particulier l'exploitation abusive des cadets par les aînés (par exemple des neveux par les oncles chez les Guiziga du Nord-Cameroun), d'où un mouvement de fuite, naguère dans les limites de l'ethnie, maintenant le plus loin possible.

L'élément déclencheur de la migration a souvent été la pression coloniale : impôts, corvées, travail forcé ont amené les jeunes, dans l'Extrême-Nord du Togo et en Haute Volta, à fuir en Gold Coast, beaucoup plus libérale. Là, ils ont découvert l'intérêt du salariat sur les plantations ; la pompe, une fois amorcée, s'entretient elle-même.

#### 2. Causes attractives

On n'est pas obligé de partir ; on y est incité par le désir d'aller à l'école, de se moderniser, essentiellement de se procurer de l'argent (la vie en

ville est largement mythifiée dans les campagnes reculées, où l'on croit que les billets y pendent aux arbres ; mais il est objectivement exact que l'on vit en général mieux en ville : plus d'embauche, meilleurs salaires, meilleur encadrement sanitaire...). Fondamentalement, la mobilité spatiale est une recherche de mobilité sociale : on part, dans une zone de plantation ou en ville, pour améliorer sa situation et revenir chez soi plus riche, mieux considéré.

Intervient là le dynamisme propre de certaines ethnies (par ex. les Bamiléké du Cameroun), où l'initiative individuelle est valorisée, encouragée, tandis que, dans d'autres cultures, tout est mis en oeuvre pour bloquer l'ascension des jeunes, qui ne peuvent que partir : aux deux extrêmes, on retrouve la même incitation à l'exode.

On peut se demander quel est, dans ce processus, le rôle exact de l'école. Il est certain qu'elle tend à couper les enfants du monde rural, non forcément par son contenu, mais par son existence même ; les parents envoient leurs enfants à l'école pour qu'ils deviennent autre chose qu'eux, mieux qu'eux, c'est-à-dire pas paysans ! L'école est un moyen de fuir les campagnes, non une vraie cause (dans les régions à agriculture riche -par ex. autour de Yaoundé- on peut avoir à la fois forte scolarisation et faible exode rural).

#### IV - CONSEQUENCES DES MIGRATIONS

##### 1. Pour les zones de départ

C'est la perte massive de la force de travail, de la tranche la plus jeune, la plus dynamique de la population. Chez les Abidji des environs d'Abidjan, il manque dans les villages 20 % des hommes de 45 à 60 ans, mais 70 % de ceux de 15 à 25 ans. Chez les Mossi de l'Ouest, il manque 50 % des hommes de 40 à 50 ans, jusqu'à 80 % de ceux de 20 à 40 ans (et 25 % des femmes). En 1970, 53 % des Kabyè et 57 % des Losso n'habitaient plus la Région de la Kara. D'où un plafonnement de la population : de 1970 à 1981, la population rurale du Togo entier s'est accrue en moyenne de 29,2 % ; celle du Doufelgou de 14,5 %, Binah : 7,8 %, Kozah ; 5,7 % (0,5 % par an) : l'exode y est pratiquement égal à la croissance naturelle.

Cela peut détendre une situation foncière de surpeuplement, mais quelle est la productivité d'une société réduite à ses enfants, ses femmes et ses vieillards ?

Que rapportent ou réexpédient les migrants ? De l'argent, bien sûr (en Haute Volta, de quoi payer l'impôt), des objets utiles (bicyclettes) ou de prestige (lunettes de soleil), qui échappent à la main-mise des aînés. Très peu d'investissements productifs, beaucoup de constructions en dur, des effets modernisateurs difficilement saisissables (postes de radio...). En gros, pour la société de départ, plutôt de quoi survivre que de quoi se développer.

Avec le temps, les migrants reviennent au village, après une carrière plus ou moins longue en ville. Dans les villages de la région de Gagnoa (300 km au NW d'Abidjan), 77 % des chefs de ménage présents sont d'anciens citadins (durée moyenne d'absence : 7 ans) ; dans les villages à 100 km au nord de Yaoundé, même chose pour 66 % des chefs de ménage (absence moyenne : 7 ans et ½). Dans les deux cas, il manque actuellement la moitié des adultes.

Il ne faut donc pas opposer citadins et ruraux : ce sont en fait les mêmes, à divers stades de leur existence. Dans l'Afrique d'aujourd'hui, on ne cesse de circuler, pour quelques jours ou pour quelques années. Tout le monde bouge ; tout se brasse ; tout s'interpénètre de plus en plus vite.

## 2. Conséquences pour les zones d'accueil

Dans les régions peu peuplées (Centre-Togo, Sud-Ouest ivoirien), c'est la seule solution de mise en valeur. Cela peut être au prix de la marginalisation des autochtones : dans la sous-préfecture de Soubré (S.W.-C.I.), il y avait en 1971 2 004 autochtones et 1 500 allochtones (dont 800 Baoulé et 500 Voltaïques) ; en 1975, il y a 2 080 autochtones, mais 8 000 allochtones (dont 5 500 Baoulé et 1 500 Voltaïques). Les autochtones ont vendu leur patrimoine foncier pour presque rien : quelques cadeaux, quelques bouteilles, un peu d'argent ; ils sont maintenant bloqués sur les terres qu'ils exploitaient en continu, sans possibilité, désormais, de s'accroître, alors que leurs anciens territoires de chasse deviennent des plantations de café et de cacao débordantes de richesse - pour les autres. C'est le meilleur moyen pour attiser les tensions inter-ethniques.

En ville, on l'a déjà dit, c'est l'afflux massif d'une nouvelle population cosmopolite, jeune, masculine (sauf à Lomé : 93 hommes pour 100 femmes, car au Sud-Togo les femmes migrent aussi). C'est en soit très positif, car susceptible de toutes les mutations, de tous les dynamismes. Mais à condition d'être capable de répondre à la demande, de satisfaire les besoins de travail, de logement, d'alimentation, bref d'intégration à la société urbaine. C'est une situation

où peuvent se produire et le meilleur et le pire, par la formation d'une société urbaine complexe, dynamique, mais dont les problèmes, les tensions, les bavures croissent à la même vitesse.

juillet 1983

Conférence aux professeurs de géographie  
Séminaire de l'URD - Louis et Anélio - juillet 83.